

DROIT PRIVÉ

Un sujet au choix

PREMIER SUJET

Cour de cassation, com., 19 janvier 1999

Mme Sésé ès qual. c/ Mme Bonnes ès qual.

Pourvoi n° Q 96-16.635

Arrêt 224 P (extraits)

LA COUR : - Attendu, selon l'arrêt attaqué (CA Montpellier, 2^e ch. B, 13 févr. 1996) et les productions, que la Sté Mediterranea a été assignée en redressement judiciaire le 19 nov. 1992 pour l'audience du 15 décembre suivant et qu'après plusieurs renvois, le tribunal a ouvert ladite procédure le 20 oct. 1993, en fixant provisoirement la date de cessation des paiements au jour de l'assignation; qu'après la mise en liquidation judiciaire de cette société, le tribunal s'est saisi d'office aux fins du prononcé de la faillite personnelle à l'encontre de son dirigeant, Mme Sésé;

Sur le premier moyen, pris en ses deux branches : - Attendu que Mme Sésé fait grief à l'arrêt d'avoir prononcé cette mesure à son encontre, alors, selon le pourvoi, d'une part, que la tenue irrégulière de la comptabilité d'une société ne peut être assimilée, pour l'application des art. 188 et 182 de la loi du 25 janv. 1985, à l'absence de toute comptabilité; qu'en décidant que la production de documents comptables par Mme Sésé n'était pas suffisante au regard de l'art. 182(5°) de la loi, au motif erroné que la loi ne prescrit pas de présenter une comptabilité, fut-elle incomplète, mais de la tenir conformément aux dispositions légales, la cour d'appel a violé les art. 188 et 182(5°) de la loi du 25 janv. 1985; alors, d'autre part, qu'aucune disposition légale n'imposait en l'espèce à la Sté Mediterranea et à Mme Sésé de faire tenir la comptabilité de la société par un cabinet comptable; qu'en décidant que le bilan simplifié produit par Mme Sésé n'avait aucune crédibilité, au motif que ce bilan ne comportait aucune indication faisant foi de la date précise à laquelle il avait été établi, Mme Sésé ne fournissant aucun élément sur le mode de tenue de cette comptabilité, personnellement ou par un cabinet comptable, la cour d'appel a violé l'art. 1353 c. civ., ensemble l'art. 182(5°) de la loi du 25 janv. 1985;

Mais attendu qu'après avoir relevé que Mme Sésé ne disposait pas, le 2 mars 1994, de la comptabilité quelle s'était engagée à présenter au liquidateur pour 1992 ou 1993, l'arrêt retient qu'elle s'était abstenue de la tenir et que la seule production, pour les besoins de sa défense, d'un bilan simplifié qui ne comporte aucune date ou indication faisant foi de la date précise à laquelle il a été établi ne permet pas de considérer que l'appel est justifié sur ce point; qu'ainsi, abstraction faite du motif justement critiqué par la deuxième branche, la cour d'appel n'a fait qu'user des pouvoirs qu'elle tient de l'art. 188 de la loi du 25 janv. 1985 en prononçant la faillite personnelle de Mme Sésé; que le moyen ne peut être accueilli en aucune de ses branches;

Et sur le second moyen : - Attendu que Mme Sésé fait encore le même reproche à l'arrêt, alors, selon le pourvoi, que, lorsque la procédure de redressement judiciaire est ouverte, conformément à l'art. 4 de la loi du 25 janv. 1985, sur l'assignation d'un créancier et que la date de cette assignation est retenue comme date de cessation des paiements, le débiteur n'est pas tenu, par ailleurs, de faire, après cette date et avant le prononcé du redressement judiciaire, la déclaration de cessation des paiements prévue à l'art. 3 de ladite loi; qu'en décidant que Mme Sésé n'avait pas mis à profit les renvois successifs intervenus entre la date de cessation des paiements retenue et qui correspondait à la date de l'assignation en redressement judiciaire par l'URSSAF, et la date du prononcé du redressement judiciaire, pour déclarer ou faire cesser l'état de cessation des paiements caractérisé par le non-paiement de l'URSSAF, et qu'elle devait donc se voir appliquer l'art. 189(5°) de la loi du 25 janvier 1985, la cour d'appel viole les art. 3 et 4, ensemble l'art. 189(5°) de la loi précitée;

Mais attendu que le débiteur, qui est tenu de demander l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire au plus tard dans les quinze jours qui suivent la cessation des paiements, n'en est pas dispensé par la délivrance d'une assignation à cette fin par un créancier;

Attendu qu'après avoir relevé que l'URSSAF avait assigné la Sté Mediterranea le 19 nov. 1992 en redressement judiciaire, que la procédure avait été ouverte le 20 oct. 1993 et que la date de cessation des paiements avait été fixée à la date de cette assignation, l'arrêt retient que Mme Sésé n'a pas déclaré l'état de cessation des paiements de ladite société; qu'en l'état de ces constatations, la cour d'appel n'a fait qu'user des pouvoirs qu'elle tient des art. 188 et 189(5°) de la loi du 25 janv. 1985, en prononçant, à l'égard de Mme Sésé une mesure de faillite personnelle; que le moyen ne peut être accueilli;

Par ces motifs, rejette [...].

• *Rejet du pourvoi contre CA Montpellier, 13 févr. 1996, [2^e ch. B].*

• *Avocats : Me Blondel.*

Commentez l'arrêt ci-avant reproduit au regard des dispositions du droit commercial relatives à la faillite.

SECOND SUJET

L'exécution des obligations contractuelles face aux changements de la loi.